

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE Dix-sept candidats enregistrés au département de l'intérieur

Au 22 janvier dernier, soit à trois mois de la présidentielle d'avril prochain, elles étaient 17 personnes à se porter candidates aux prochaines joutes électorales. Parmi les prétendants à cette présidentielle figurent des candidats de partis mais également de simples citoyens non structurés organiquement.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - L'annonce a été faite jeudi dernier par le directeur des libertés publiques et juridiques du ministère de l'Intérieur, M. Mohamed Talbi, à l'occasion de son passage à l'émission «L'invité de la semaine» de la Radio nationale Chaîne II, animée par M. Mokrane Berrached.

Ce haut responsable du département de l'intérieur et des collectivités locales a passé en revue l'état de prépa-

ration de la prochaine présidentielle en mettant en exergue «le travail effectué par le département de l'intérieur pour l'identification des citoyens ne disposant pas de cartes de vote ou ceux non encore inscrits sur des listes électorales».

A ce propos, M. Talbi dira que «l'opération de sensibilisation de porte-à-porte, entamée depuis quelques jours et chapeautée par le ministère de l'Intérieur, a ciblé, jusque-là, près de 580 000 familles, dont

130 000 sans adresse fixe, 25 000 non inscrits sur les listes électorales alors que 27 000 sont décédés». «De cette opération, nous attendons d'excellents résultats et ces opérations témoignent de sa justesse et de sa réussite», a ajouté M. Talbi, selon lequel «le porte-à-porte a pour autre objectif de situer les causes du boycott. Nous voulons savoir si cette abstention est un acte politique ou si elle résulte d'une négligence des structures relevant du ministère de l'Intérieur». Ceci étant, l'invité de la Radio nationale a expliqué que la commission de préparation de l'élection présidentielle dispose de trois sous-commissions et que celle en charge de la surveillance des

élections ne verra le jour «qu'une fois que le Conseil constitutionnel statue définitivement sur les candidats». M. Talbi a également indiqué «que les 17 candidats à la présidentielle ont d'ores et déjà retiré les formulaires de collecte des 75 000 signatures sur 25 wilayas au minimum ou de 600 signatures d'élus locaux réparties également sur 25 wilayas au minimum». Selon le directeur des libertés juridiques et publiques, «cette opération ne prendra fin qu'une fois le dossier complet déposé au niveau des structures concernées, soit quinze jours après publication du décret portant convocation du corps électoral».

A. B.

SEDDIK CHIHAB, MEMBRE DU BUREAU NATIONAL DU RND : «L'abstention est l'invention des politiciens de salon»

«L'abstention est un luxe que les Algériens ne peuvent pas se permettre», a lancé Seddik Chihab, membre du bureau national du Rassemblement national démocratique (RND), à l'ouverture de la journée d'étude au profit des élus locaux et cadres du parti, organisée jeudi dernier par le bureau de la wilaya d'Alger.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Seddik Chihab, par ailleurs secrétaire du bureau de la wilaya d'Alger, a considéré que «l'abstention est une invention des politiciens de salon qui veulent rendre ce spectre une réalité politique alors que la majorité des Algériens a opté pour la réélection de Bouteflika». Et à quelques semaines du début de

la campagne pour la prochaine présidentielle, le parti de Ahmed Ouyahia a mis en place un plan d'action pour mobiliser ses troupes et soutenir la candidature de Abdelaziz Bouteflika.

Dans une directive adressée aux cadres et élus du parti au niveau national, le secrétaire général du RND a souligné dans cette directive que la priorité en ce moment est de

«mobiliser les potentialités humaines, de les organiser sur le terrain, d'exhorter les citoyens à s'inscrire sur les listes électorales et de préparer la base et les élus à la collecte de signatures pour le candidat Abdelaziz Bouteflika». Les mêmes instructions qu'a tenu à rappeler une nouvelle fois Seddik Chihab aux participants à la journée d'information de jeudi dernier en invitant les élus locaux du RND à «sensibiliser les militants et militantes à la nécessité de s'assurer de leur inscription sur les listes électorales et de procéder à la même opération dans leurs milieux familial, professionnel et même auprès de leurs voisins».

L'orateur a en outre demandé aux militants et sympathisants du parti de se préparer pour l'ouverture, dès février, des permanences en prévision de la campagne électorale ainsi qu'à la sélection des militants devant être désignés comme

observateurs dans les bureaux de vote. Seddik Chihab a rappelé l'engagement du RND aux côtés du président Bouteflika pour un troisième mandat. «Opter pour Bouteflika ne traduit pas un manque d'ambition chez nos dirigeants, parce que nous sommes convaincus qu'un troisième mandat de Bouteflika jettera les bases d'une véritable démocratie», dira encore Seddik Chihab. Même si l'actuel président n'a pas annoncé officiellement sa candidature au prochain scrutin présidentiel, le RND table sur «une contribution de 500 000 signatures» pour les besoins de la validation d'une éventuelle candidature de Abdelaziz Bouteflika. Le membre du bureau national du RND dira à ce sujet que «les rumeurs sur l'indisponibilité des imprimés colportées par les autres candidats ne sont qu'un prétexte pour se faire entendre».

L. M.

LE RND MOBILISE SES TROUPES À L'EST DU PAYS

La hantise de l'abstention

L'abstention qui a sanctionné les dernières élections législatives et locales hante sérieusement le clan au pouvoir qui multiplie, ces jours-ci, les actions de sensibilisation en vue de convaincre les Algériens d'aller voter à l'occasion de l'élection présidentielle d'avril prochain.

Le Rassemblement national démocratique (RND) a organisé, à cet effet, jeudi dernier à Constantine, une conférence régionale ayant regroupé ses militantes des wilayas de l'Est pour leur expliquer l'importance de l'enjeu. Un communiqué, où les participantes ont exprimé leur engagement pour «soutenir fortement et efficacement la réélection de Abdelaziz Bouteflika pour un troisième mandat», a sanctionné les travaux de ce conclave, placé sous le thème de la «participation politique de la femme sous la lumière du dernier amendement de la Constitution». Elles s'engagent, lit-on encore dans

le même document, à «mobiliser toutes les forces pour réussir cette échéance démocratique par l'augmentation du taux de participation au scrutin». Dans le même sillage, le porte-parole du RND, M. Miloud Chorfi en l'occurrence, qui a présidé ces travaux en compagnie de M^{me} Nouara Djaâfar, membre du bureau exécutif du parti et non moins ministre délégué chargée de la Famille et de la Condition féminine, a affiché les ambitions du triumvirat de l'Alliance présidentielle qui aspire, selon ses dires, à collecter 1,5 million de signatures pour soutenir la candidature de Abdelaziz Bouteflika, une fois annoncée. Il indiquera, sans donner de détails, que son parti a déjà élaboré une stratégie pour faire campagne pour Bouteflika.

«C'est vrai, l'abstention reste un souci majeur et nous sommes en train de multiplier les actions pour inciter nos concitoyens à aller voter. En tout cas, nous sommes optimistes. En ce qui concerne la cam-

pagne électorale, qui n'a pas encore démarré, nous révélerons notre plan d'action au moment opportun. Les expériences de 1999 et 2004 nous ont été riches en enseignements», dira Miloud Chorfi, dans un point de presse tenu en marge de ce conclave. Et de mettre en exergue les «efforts déployés par l'administration dans le but de sensibiliser les citoyens sur les bienfaits de l'exercice du droit de vote à travers les cellules de révision des listes électorales». M. Chorfi n'a pas manqué de s'en prendre à ceux qui «crient au truquage des élections et appellent au boycott» en les qualifiant de «marchands de la politique». De toute façon, le discours prononcé par M. Chorfi à l'ouverture des travaux de cette conférence des militantes du RND, axé essentiellement sur l'effort consenti par le président Abdelaziz Bouteflika afin de promouvoir la condition de la femme dans le cadre de l'amendement constitutionnel intervenu le 12 novembre

2008, est révélateur à plus d'un titre. Il s'agit d'une sorte de bilan de l'action du président en poste puisque, le porte-parole de la formation politique de Ahmed Ouyahia a, surtout, vanté son œuvre s'agissant, en premier lieu, du rétablissement de la paix. Il conclura son intervention par un appel aux militantes pour qu'elles soient au rendez-vous dans le but d'une participation massive aux élections d'avril. De son côté, M^{me} Nouara Djaâfar a exhorté ses pairs à occuper le terrain pour s'imposer sur la scène politique et concurrencer les hommes dans ce domaine qui demeure leur apanage, et ce, enchaînera-t-elle, en attendant la loi organique qui permettra la mise en application des amendements introduits sur la loi suprême du pays dans ce sens, laquelle verra le jour, précisera-t-elle après l'élection présidentielle. Par ailleurs et après avoir disserté sur les progrès qu'ont connus la société algérienne en général et la femme en particulier

sous l'ère Bouteflika, elle a demandé aux militantes de faire du porte-à-porte pour mobiliser les femmes à prendre part au scrutin d'avril. Enfin, il convient de noter que les participants à ce conclave se sont félicités de la position prise par l'Algérie par rapport à l'agression israélienne contre le peuple palestinien à Ghaza et ont vivement condamné ce génocide exécuté froidement sous le regard impuissant des Etats arabes.

Lyas Hallas

AVIS DE DÉCÈS

La famille Bengougam d'Alger et de Tizi-Ouzou a l'immense douleur d'annoncer le décès de
Bengougam Tahar
survenu hier à l'âge de 78 ans.
L'enterrement des amendements introduits sur la loi suprême du pays dans ce sens, laquelle verra le jour, précisera-t-elle après l'élection présidentielle. Par ailleurs et après avoir disserté sur les progrès qu'ont connus la société algérienne en général et la femme en particulier

À L'OCCASION DE SON 5^e CONGRÈS **Le PNSD soutient** **Bouteflika**

Le Parti national pour la solidarité et le développement (PNSD) a tenu son cinquième congrès ordinaire hier vendredi à l'hôtel El-Mahdi à Staouéli, à Alger. Des assises qui consacreront, sans surprise, Mohamed Cherif Taleb au poste de président du parti. C'est, d'ailleurs, dès l'ouverture des travaux du congrès que le président sortant sera élu par... acclamation de l'ensemble des congressistes. Intervenant à la veille de la présidentielle, ce congrès était également l'occasion pour le parti de trancher sa position par rapport à cette échéance. Mohamed Cherif Taleb, qui a éludé la question dans son allocution d'ouverture, ne laissera toutefois pas durer le suspense. Juste avant la fin de la cérémonie d'ouverture, il demandera la parole. «Beaucoup de journalistes m'ont posé la question de savoir si je me porterai candidat à la prochaine élection présidentielle. Hier également (jeudi, ndlr), j'ai ressenti à travers mes discussions avec tous les membres des délégations de wilaya à ce congrès, un désir manifeste de la base pour que je me présente à ces élections. Mais moi, aujourd'hui, je vous demande d'exprimer fort le soutien du PNSD à la candidature du moudjahid Abdelaziz Bouteflika pour un troisième mandat.» Voilà donc un autre parti qui rejoint la «bonne» candidature.
Kamel Amarni

AHD 54 **Un cadre du parti** **dénonce Rebaïne**

Les candidatures alibi à la prochaine présidentielle ont fini par faire outrer y compris des cadres des partis politiques concernés. Ainsi de la candidature de Ali Fawzi Rebaïne, qui vient de faire réagir un cadre du parti de Ahd54. Membre fondateur et secrétaire national, Toufik Cherbal dénonce ladite candidature à travers un communiqué parvenu à notre rédaction hier, vendredi. «Nous avons proposé une alternative du parti qui consiste à ne présenter aucun candidat et appelé les autres formations d'opposition à en faire de même. Ce qui laisserait le pouvoir en place face à sa véritable identité devant l'opinion nationale et internationale.» Mais devant la persistance de Fawzi Rebaïne à maintenir sa candidature, le rédacteur du communiqué poursuit que «quels que soient les marchandages et tractations de coulisse, l'histoire et les citoyens retiendront l'essentiel et finiront par juger chacun sur ses faits et actes».

R. N.